

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 21/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ALICE (ex PRBG)

Zone industrielle

77720 Grandpuits-Bailly-Carrois

Références : E/23 **2291**
Code AIOT : 0006501168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2023 dans l'établissement ALICE (ex PRBG) implanté Zone industrielle, 77720 Grandpuits-Bailly-Carrois. L'inspection a été annoncée le 22/08/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALICE (ex PRBG)
- Zone industrielle 77720 Grandpuits-Bailly-Carrois
- Code AIOT : 0006501168
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine ALICE, du groupe EIFFAGE ROUTE, est basée dans la zone industrielle de la commune de Grandpuits-Bailly-Carrois. Elle est spécialisée dans la fabrication et la livraison de liants bitumineux routiers. Ils sont de trois types : les émulsions de bitumes, les bitumes fluxés et les bitumes modifiés aux polymères.

Elle est voisine de la raffinerie TOTAL puis de l'usine BOREALIS. Ces deux sociétés ont des activités à risque et font l'objet d'un PPRT. Le site ALICE se situe dans le périmètre d'exposition aux risques retenus par le PPRT.

Les activités de la Société ALICE sont réglementées et autorisées par :

- l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IC 226 du 16 août 2007 autorisant la S.N.C. P.R.B.G. à exploiter un stockage d'amines inflammables, installation de chargement de véhicules-citernes, stockage et emploi de matières bitumeuses à GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS (77720) Z.I.
- le courrier préfectoral de bénéfice des droits acquis du 15 avril 2014.

Il est à noter que la réglementation ayant évolué, des ajustements de rubriques sont également à prévoir. Cela ne modifiera cependant pas le classement du site. L'exploitant rédige actuellement un porté à connaissance dans ce sens.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- risques incendie
- ressource en eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est bien entretenu, l'exploitant est attentif aux remarques de l'Inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	ouvrages d'épuration des effluents caractéristiques de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 4.3.7	/	Sans objet
3	caractéristiques de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 4.3.11	/	Sans objet
5	conditions particulières	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 8.5	/	Sans objet
6	situation administrative	Code de l'environnement du 18/09/2023, article R.511-9	/	Sans objet
7	défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.6.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	état des stocks	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 8.3.1	/	Sans objet
9	prévention risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.5.3	/	Sans objet
10	défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever l'incohérence entre le volume d'eau potable autorisé à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et la réalité. L'exploitant affirme que le volume d'eau consommé ne peut être réduit au vu de son activité. Il devra donc régulariser sa situation en déposant un Porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 4.1.1					
Thème(s) : Risques accidentels, Origine des approvisionnements en eau					
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :					
<table border="1"> <tr> <th>Origine de la ressource</th> <th>Consommation maximale annuelle</th> </tr> <tr> <td>Réseau public</td> <td>2300 m³</td> </tr> </table>	Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Réseau public	2300 m ³	
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle				
Réseau public	2300 m ³				
Constats : L'exploitant annonce une consommation d'eau d'environ 6 000 m ³ par an. Le site est approvisionné par la raffinerie TOTAL qui lui facture la consommation d'eau. Le process n'ayant pas évolué depuis la parution de l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant s'interroge sur le volume d'eau autorisé par son arrêté. Après recherche par l'Inspection, le dossier de septembre 2004 de demande de régularisation d'autorisation d'exploiter une installation classée présenté par PRBG et réceptionné par nos services le 22 décembre 2005, précise page 46 : "L'alimentation en eau potable du site se fait à partir du réseau eau potable de la raffinerie. Le débit maximal est de 10 m ³ /h. L'eau servira aux installations sanitaires mais aussi aux eaux de procédé et de lavage. La consommation annuelle est d'environ 2 300 m ³ ."					
L'exploitant devra donc se justifier sur la différence de volume d'eau utilisée sur son site et se positionner quant aux impacts sur l'environnement.					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale					
Proposition de délais : 3 mois					

N° 2 : ouvrages d'épuration des effluents caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 4.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux polluées
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Toutes les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux de lavage sont collectées et traitées avant rejet, elles sont dirigées vers un bassin d'orage de 6 m ³ , filtrées par un pré-filtre décanteur à graviers puis passent par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans un fossé. Le séparateur d'hydrocarbures sera vidangé et nettoyé au moins une fois par an. Le certificat sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La société SODI a procédé le 12 juin 2023 à l'entretien du séparateur d'hydrocarbures. L'attestation d'intervention a été présentée à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 4.3.11

Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs limites des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées (séparateur d'hydrocarbures). En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dépolluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations maximales en (mg/l)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
MES	100
DBO ₅	100
DCO	300
Hydrocarbures totaux	10
Métaux totaux	15

Une mesure de la concentration des différents polluants visés ci-dessus est effectuée 1 fois par an par un organisme agréé. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant transmet les résultats de ces mesures via l'application GIDAF. Aucune non conformité n'est à signaler pour l'année en cours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques — mise à la terre
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.
Constats : Le bureau d'étude APAVE est intervenu le 3 août 2023. Son rapport du 5 août a été transmis à l'Inspection. De nombreuses irrégularités y sont relevées. L'Inspection demande à l'exploitant de fournir les attestations de la levée de ces non-conformités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : conditions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des piézomètres
Prescription contrôlée : La Société PRBG est tenue de maintenir en place son réseau de quatre piézomètres afin de surveiller la qualité des eaux souterraines et de la nappe, au droit du site. Il sera pratiqué des analyses annuelles par un laboratoire agréé, permettant de connaître la concentration en : <ul style="list-style-type: none">- Hydrocarbures totaux,- HAP (Naphthalène, Benzo (a) anthracène, Benzo (a) pyrène, HAP totaux),- BTEX (Xylène total, Benzène),- COHV (Chlorure de Vinyle, Dichloroéthène). Le relevé du niveau piézométrique des piézomètres sera également effectué.
Constats : L'exploitant transmet tous les ans ses résultats d'analyses via l'application GIDAF. Aucune non-conformité pour l'année 2023 n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/09/2023, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, nomenclature
Prescription contrôlée : nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Constats : Le stockage de 300 tonnes de polymères initialement annoncé correspond au volume annuel sur

site. Celui-ci ne peut stocker au maximum que 70 tonnes de polymères (densité de 0,91 à 0,97 g/cm3) soit moins de 90 m3. Le site reste donc non classé pour la rubrique 2662 au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe « généralités ».

Les zones présentant des risques d'incendie sont dotées d'un réseau de détection d'incendie.

En cas de détection, une alarme se déclenche et est reportée dans la salle de contrôle de l'établissement.

Constats :

L'exercice incendie en présence du SDIS de Nangis et des pompiers de la raffinerie Total a été effectué le 28 mars 2023.

Un debriefing a été réalisé à l'issue de cet exercice afin d'analyser les bonnes et mauvaises pratiques.

Aucun rapport d'intervention n'a été rédigé par les pompiers de Nangis. L'exploitant transmettra à l'inspection les documents relatifs à l'intervention des pompiers de Nangis et de Total dès retour de leur part.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 8.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, stockage de bitume et d'émulsion bitumeuse

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant doit être en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan "quantités réceptionnées - Quantités délivrées" pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Suite à notre remarque lors de visite du 15 mars dernier, l'exploitant a installé une boîte à l'entrée du site à l'intention des pompiers. Cette boîte contient le dernier Plan d'Intervention Interne du site et le listing de la quantité maximale pour chaque type de produit pouvant être présent sur site.

Les pompiers en ont été informés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : prévention risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, rétention

Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes [...]
Constats : L'Inspection n'a pas observé, lors de la visite du site, de produits hors bac de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection son registre incendie ainsi que les fiches d'intervention du 13 octobre 2022 de la société C.S.I . Celle-ci est revenue le 7 novembre 2022 afin de lever les non-conformités notifiées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet